

1998.535

# MEMOIRE DE GEOSTRATEGIE

**SECURITE ET DEVELOPPEMENT DE  
L'AMAZONIE BRESILIENNE**

**LCL SERRANO - ARMEE DE TERRE DU BRESIL**

A6

## PLAN

1. Introduction
2. La Politique brésilienne de défense
3. L'évaluation stratégique de la région
4. Actions stratégiques
5. Conclusion

# SECURITE ET DEVELOPPEMENT DE L'AMAZONIE BRESILIENNE

## 1. INTRODUCTION

La fin de la guerre froide a rendu obsolètes les généralisations simplificatrices qui découlaient de la bipolarité idéologique et militaire. L'ambiance internationale a basculé d'une situation de haute confrontation et basse instabilité, vers une autre de haute instabilité régionale et basse confrontation.

Les conflits régionaux qui ont lieu dans l'actualité dans presque tous les continents, les extrémismes ethniques, nationalistes et religieux, ainsi que le phénomène de la fragmentation subi par plusieurs pays, rendent évident que les concepts traditionnels de souveraineté, autodétermination et identité national continuent à influencer l'action politique des Etats et de groupes sociaux.

Cette période de transition est caractérisée par l'absence de paradigmes bien définis et par la participation croissante des acteurs non-gouvernementaux. Des nouvelles règles politiques et économiques de rapports entre les nations sont en train d'être établies. Dans cette nouvelle ambiance, le Brésil cherche à réadapter sa posture stratégique et ses priorités dans le domaine de la sécurité et défense.

Le cadre d'incertitudes de l'actuel contexte mondial impose que les soucis de défense continuent, à mériter l'attention des gouvernements nationaux. La branche militaire du pouvoir national reste d'importance vitale pour la survie des Etats comme des entités indépendantes.

L'Amérique du sud, éloignée des foyers mondiaux de tension, est considérée la région la plus démilitarisée du monde, et le retour de la démocratie dans le continent tend à réduire la probabilité de conflits.

Depuis plus d'un siècle sans s'impliquer en conflits contre ses voisins, le Brésil cherche à promouvoir une plus grande intégration avec les pays du continent. Le renforcement de ses rapports de voisinage, dans un cadre de coopération réciproque, vise à produire un cercle de paix autour du pays. Ce qui favorise la concentration des efforts politiques, économiques et sociaux afin d'accomplir le projet national de développement et de réduction des disparités régionales internes.

Néanmoins, le pays n'est pas complètement libre de risques. Malgré sa coexistence pacifique avec la communauté internationale, il peut être forcé à s'impliquer en conflits générés extérieurement, en conséquence de menaces à ses intérêts vitaux.

Ce travail focalisera la stratégie menée par le Brésil envers la région amazonienne. L'Amazonie a été élevée à la condition de priorité stratégique pour le Brésil depuis la moitié des années 80, compte tenu de sa taille gigantesque, pratiquement vide de l'occupation humaine et de la présence de l'Etat ainsi que de l'existence de zones d'instabilités dans ses alentours, qui peuvent affecter les intérêts brésiliens.

## 2. LA POLITIQUE DE DEFENSE BRESILIENNE

Avant de centraliser l'attention sur le but précis de ce travail, il faut, d'abord, traiter de la politique nationale établissant les objectifs majeurs de la défense des intérêts vitaux du pays. Cette politique encadre et oriente toutes les actions stratégiques de défense et sécurité menées par l'Etat.

Bien que la conjoncture régionale soit favorable, il faut que le pays maintienne un système de défense approprié à la préservation de la souveraineté et la cohésion nationales et de la démocratie. La politique de défense, mobilisant tous les ressources du pouvoir national et orientant des actions stratégiques dans les domaines militaire, économique et social, a les objectifs suivants:

- La garantie de la souveraineté en préservant l'intégrité territoriale, le patrimoine et les intérêts nationaux.
- La garantie de l'Etat de droit et des institutions démocratiques.
- Le maintien de la cohésion et de l'unité de la nation.
- La sauvegarde des personnes, des biens et des ressources brésiliennes ou sous la juridiction brésilienne.
- L'accomplissement et le maintien des intérêts brésiliens dans l'extérieur.
- La projection du pays dans le scénario international et son insertion dans le processus décisoire international.
- La contribution pour le maintien de la paix et de la sécurité internationale.

Les prémisses de cette politique sont:

- Frontières parfaitement définies et reconnues internationalement.
- Etroit rapport avec les pays voisins.
- Refus à la guerre de conquête.
- Recherche de solution pacifique des contentieux et usage de la force seulement comme ressource de l'autodéfense.

Parmi ses plusieurs directives, il convient de noter celles relatives au but de ce travail:

- Maintenir la participation des armées en actions qui renforcent l'intégration nationale et qui favorisent le développement social et économique du pays.
- Protéger l'Amazonie brésilienne.
- Effectuer des actions de développement et de peuplement des régions frontalières.
- Perfectionner l'organisation, l'équipement, l'entraînement et le dispositif des armées.
- Améliorer le système de surveillance, de contrôle et de défense des frontières et de l'espace aérien.

Cette politique est fondée sur l'action diplomatique penchée vers la paix, et soutenue par la structure militaire. La posture stratégique de caractère dissuasive du Brésil en découle, ainsi que l'idée selon laquelle les concepts de défense et de développement se mélangent, ou, plutôt, que le développement est une condition sine qua non pour l'efficacité de la défense.

Il convient de remarquer que, d'après la pensée brésilienne, le concept de dissuasion se caractérise par l'établissement d'un outil militaire convenable, placé dans un environnement social, économique, institutionnel et politique stable, afin de combler toutes les vacuités capables de provoquer ou encourager des actions adverses aux intérêts du pays.

### 3. EVALUATION STRATEGIQUE DE LA REGION

#### 3.1. Généralités

L'Amazonie représente pour le Brésil à la fois un grand défi et un grand atout. D'abord elle est un défi, du fait de ses vastes étendus, son isolement des centres vitaux du pays et de son ambiance hostile à l'action humaine. D'après les mots d'un écrivain brésilien, qui a écrit un mémorable ouvrage sur la région au début de ce siècle, l'homme était condamné à y être un intrus, incapable d'imposer sa volonté à la forêt. Celle-ci finirait toujours à, ou l'absorber dans son ambiance, ou à le repousser comme un corps étrange. Cette sorte de prophétie s'est concrétisé plusieurs reprises. Une série de programmes de développement aussi bien gouvernementaux que privés ont complètement échoué ou ont abouti à des résultats décevants, bien au-dessous des buts envisagés. Il n'était que dernièrement que des études de base scientifiques ont commencé à fin de rechercher une façon convenable d'exploiter ses

potentialités de façon à, sans la détruire, intégrer cette énorme région à la vie économique du pays.

Par contre, ses énormes potentialités déjà identifiées ou encore cachées dans les domaines des ressources minérales, de la pêche, du tourisme et de l'exploitation de ses richesses forestières, notamment en ce qui concerne la biodiversité, offrent au pays des excellentes conditions d'élargir le pouvoir économique national et d'intégrer définitivement la région au reste du pays. Cette intégration viendrait au profit de sa population que, bien que très raréfiée, atteint le chiffre de 20 millions d'habitants.

3.2. La plaine amazonienne est large de plus de 7 millions de kilomètres carrés, dont la plupart se situe au Brésil. Sa partie brésilienne représente plus de 40% du territoire du Brésil et couvre sept Etats fédérés. Son climat est l'équatorial humide et sa surface est tout entière couverte par la forêt tropicale, sauf au nord dans l'Etat de Roraima où il y a des prairies naturelles. Par la région il coule un cinquième de toute l'eau douce de la planète, drainée par le cours majestueux du fleuve Amazonas.

La région néanmoins présente des graves déséquilibres par rapport au reste du pays. En dépit de sa dimension et de ses multiples potentialités, sa participation dans le PIB du Brésil est dérisoire, et sa population ne représente que 11 % de celle du pays. La région est encore un grand vide, faiblement rattachée aux centres dynamiques du pays, autour de laquelle se placent sept pays le long d'une frontière terrestre d'environ dix mille kilomètres.

Dans l'Amazonie, plus qu'ailleurs, l'influence du développement dans la défense et la sécurité est évidente.

Dans les paragraphes suivants, je détaillerai l'environnement stratégique amazonien d'intérêt de la défense et sécurité.

3.2.1. Les principales voies de communications amazoniennes sont les fleuves, hormis quelques peu routes qui relient sa partie orientale au plateau central brésilien et celle qui depuis Manaus aboutit à Caracas (Venezuela). Sauf le cours du fleuve Amazonas, qui possède un statut de libre navigation pour les pays qu'il dessert, le Brésil contrôle pratiquement toutes les sources ou les limites navigables des autres grands fleuves du bassin.

Le contrôle presque complet des voies de communications pénétrantes dans la région a pour autant un caractère contradictoire. Il assure un grand degré de protection de la région, qui ne peut être accédé par voie terrestre pour des gros effectifs que le long du fleuve Amazonas ou par la route déjà mentionnée. Par contre, il rend difficile les échanges commerciaux avec les pays voisins, et il contribue pour l'isolement et la stagnation socio-économique de la région. Ce dernier point prend de relief dans l'actualité compte tenu des rapports d'amitiés avec tous les pays voisins et la politique d'intégration régionale.

3.2.2. Il persiste auprès des frontières brésiennes des sources d'instabilité extérieures, qu'une fois échappées au contrôle du gouvernement des pays voisins, peuvent affecter la sécurité du Brésil.

Le Venezuela revendique à la Guyane, ancienne Guyane anglaise, le territoire de l'Essequibo, qui représente deux tiers du territoire guyanais et dont la prise par l'Angleterre dans le passé n'a jamais été reconnue comme légal par le Venezuela. Ce territoire litigieux est contigu au Etat brésilien de Roraima.

Le Pérou et l'Equateur ont des contentieux sérieux, qui ont mené les deux pays au bout de la guerre en 1995. L'Equateur cherche d'avoir de nouveau l'accès au bassin amazonien, ce qu'il a perdu en 1941 lors d'une guerre malheureuse contre le Pérou.

Des autres sources d'inquiétude pour la sécurité régionale sont les mouvements de guérilla qui opèrent aussi bien au Pérou qu'en Colombie. Bien que le centre d'action de ces guérillas se trouve dans la région andine, elles mènent aussi des actions le long de l'étendue

frontière commune du Brésil avec ses deux pays, ce qui représente une source d'inquiétude pour les autorités brésiliennes.

3.2.3. L'Etat brésilien s'est toujours penché vers la mer. Cette tendance, entraîné par des intérêts socio-économiques historiques et renforcé par l'hostilité de l'environnement amazonien, a relégué l'Amazonie à une situation de presque abandon, jusqu'à moitié de ce siècle.

La présence de l'Etat, par conséquent, y est très faible, étant même inexistante en quelques parties. La région manque d'infra-structure de transport, d'énergie, de communications et de santé. En conséquence, les trois niveaux de l'administration, le fédéral, les Etats fédérés et les municipalités ont beaucoup de mal à intégrer et coordonner ses actions, du fait même de la spécificité de la région et de la faiblesse économique des ces deux derniers. Hormis les deux grands centres de développement, les villes de Manaus et Belem, l'économie régionale est basée sur le ramassage végétal et sur des cultures de subsistance, dont les revenus très insuffisants marginalisent les populations locales.

3.2.4. La région est de plus en plus ciblée par les questions dites transnationales, comme celles du trafic de drogues et de la protection d'environnement.

Les grands cartels mafieux de la drogue sont actifs dans la région. Ils profitent des ses vastes étendus, avec son innombrable réseau fluvial et de la difficulté que l'ambiance pose à les actions répressives, pour drainer une grande partie de la cocaïne, produite aux pays andins, vers les USA et l'Europe. En plus, la population, très défavorisée, est facilement convaincue à coopérer, attirée par les sommes données par les trafiquants.

La pression du nouveau front d'exploitation agro-pastorale et le flux migratoire provenant du plateau central brésilien entraînent un processus de déforestation difficile à contrôler, faute de moyens efficaces de surveillance.

Faute d'autres options économiques, grande partie de la population se livre à des actions prédatrices de l'environnement, notamment l'exploitation artisanale d'or, dont l'utilisation de mercure contamine les fleuves. Ces ouvriers miniers, appelés 'garimpeiros', traversent illégalement les lignes de frontières pour chercher ailleurs d'autres sources du métal, notamment au Venezuela, créant une situation délicate pour la diplomatie du pays.

3.2.5. Au contraire du reste du pays, où il y a une structure de défense aérienne et de contrôle du trafic aérien intégré, sous la forme des trois CINDACTA ( Centre intégré de défense aérienne et de contrôle du trafic aérien ), l'Amazonie reste encore sans protection. Le trafic de drogue en profite fortement, tandis que tous les survols, soit civils soit militaires, sont soumis à des grands risques.

3.2.6. Dans l'Amazonie ils existent environ 300 mille indiens, de diverses ethnies et de variés niveaux de contact avec la société entourante, habitant plutôt les régions contiguës aux frontières. A ces populations la constitution brésilienne assure des réserves territoriales représentant 11% du territoire du pays et sur lesquelles ils ont le droit exclusif d'exploiter les ressources du sol et des eaux. Ces réserves, pour autant, sont souvent ciblés illégalement par des garimpeiros et des entreprises d'exploitation de bois, en nette manque de respect aux droits des indiens et aux lois. Cette agression aux intérêts des populations indiennes entraîne des sévères critiques internationales au pays, lequel est caractérisé par des organisations non-gouvernementales influentes comme incapable de protéger ses minorités.

D'autre part, certaines de ces organisations non-gouvernementales, agissant auprès des indiens, prônent l'autodétermination des dites 'nations indiennes', dont l'éventuelle concrétisation menacerait la cohésion et l'unité nationales.

L'incapacité de bien traiter la question de la protection de l'environnement et la défense des droits des indiens porte donc préjudice à la politique et à l'image extérieure du pays.

D'autre part, quelques initiatives proposées par quelques grands leaders mondiaux à la fin des années 80 ont beaucoup renforcé la préoccupation des autorités brésiliennes envers l'Amazonie. La tentative d'insérer dans le droit international les principes de la souveraineté limitée et du devoir d'ingérence, sont inacceptables pour le Brésil. D'après ces principes, les pays n'auraient que souveraineté limitée sur les régions de leurs territoires de grande valeur écologique. Les puissances mondiales, par contre, auraient le devoir d'intervenir au cas où ces régions ne seraient pas convenablement traitées du point de vue environnemental. Ces propositions semblent ne pas avoir eu suite. Mais leur simple formulation constitue déjà motif de souci.

3.2.5. On peut conclure de cette évaluation évidemment non-exhaustive de l'ambiance stratégique de l'Amazonie brésilienne, qu'elle se trouve face à une somme de problèmes nécessitant des réponses adéquates de l'Etat, pour contrer les risques réels et déjà posés dans la région, aussi bien que pour désamorcer ceux qui pourraient avoir lieu dans l'avenir, faute de ces actions.

L'étendu des frontières et leur perméabilité pour des groupes illégaux, mafieux ou même subversifs, ainsi que l'existence de contentieux entre des pays voisins, soulignent le besoin du renforcement du dispositif militaire dans la région et de la mise en place d'un outil de contrôle de l'espace aérien, afin d'assurer la souveraineté nationale.

Il faut doter la région d'un système de surveillance et d'un projet d'exploitation économique qui soit soutenable écologiquement, afin de mettre le pays au abri des pressions internationales. Dans un monde de concurrence économique de plus en plus acharné, la question écologique peut servir de moyen de pression pour que d'autres pays obtiennent des avantages économiques au détriment des intérêts nationaux.

Cependant, l'aspect le plus important pour la sécurité de la région reste celui de la cohésion et de l'intégration nationales. Il faut éliminer les causes de l'indigence sociale et économique de l'Amazonie, accordant à ses populations le plein accès aux bénéfices de la citoyenneté, y compris aux indiens. Il faut également la doter d'infrastructure nécessaire pour serrer d'une façon définitive les liens de cette vaste partie du territoire national avec les centres vitaux du pays. Cette tâche concerne à toutes les branches du pouvoir national, soit militaire, politique, économique ou social.

#### 4. ACTIONS STRATEGIQUES

Conforme les objectifs de son politique de défense, l'Etat brésilien a élaboré des actions stratégiques adéquates aux conditions de sécurité et défense de l'Amazonie, afin de rendre efficace sa stratégie majeure dissuasive de caractère défensif.

##### 4.1. Projet Rive Nord

Ce projet concerne à la région située au nord du cours du fleuve Amazonas, considérée depuis la moitié des années 80 la plus critique de l'Amazonie brésilienne.

Ses objectifs sont les suivants:

- Renforcement de la présence brésilienne dans la région, fondé sur l'action des armées.
- Création des conditions pour l'intensification des relations bilatérales de caractère local avec les pays voisins.
- Augmentation de l'offre de ressources sociales basiques.
- Protection aux populations indiennes.
- Intensification du réseau des bornes frontalières.
- Favoriser le peuplement des frontières.

La base de ce projet est le renforcement de la présence militaire. La Marine a été chargée d'intensifier ses activités de patrouille fluviale. L'Armée de terre, dont l'effectif a été élevé à quatre brigades d'infanterie de forêt, a établi des détachements de frontières sur la plupart des points sensibles de la frontière, afin de surveiller et garder les voies de communication. L'Armée de l'air a bâti une infrastructure aérienne lui permettant l'opération de ses unités auprès des frontières.

Les garnisons militaires y installées ont l'objectif complémentaire de servir de pôles de colonisation. Elles offrent aux populations locales y compris les indiens, qui se trouvent très éparpillées sur la région, des conditions de santé, d'enseignement basique et technique et d'accès à des sources d'énergie, de façon à former des noyaux des villages. Les autres organes gouvernementaux peuvent plus facilement y exercer leur rôle de développement. C'est aussi très important l'offre à ses gens auparavant très oubliés l'accès à la télévision et à des autres sources médiatiques nationales, afin de les rattacher fortement à la culture nationale, en développant le sentiment de 'brésilité'.

Les unités de génie construisent et maintiennent un réseau minimal de routes locales, afin de faciliter les liaisons et l'épanouissement d'une vie économique.

#### 4.2. Programme d'aide financière aux municipalités situées dans la région frontalière

Ce programme vise à procurer à ces municipalités, dont les aires de responsabilité sont souvent plus grandes que les territoires de quelques pays européens, des ressources financières nécessaires pour réduire les carences de leurs populations, fixer l'homme à la terre, empêchant l'exode rural et l'émigration vers les pays voisins, et également diffuser le sentiment de brésilité.

Il s'agit d'un programme de caractère palliatif tant que d'autres mesures de plus longue portée ne produisent leurs effets.

#### 4.3. Système de protection de l'Amazonie (SIPAM)

Il s'agit d'un système de soutien à l'action de l'Etat dans la région.

Pour permettre la réussite de la tâche de protection et développement, il a été identifié comme facteur fondamental la connaissance précise des potentialités et des contraintes locales, aussi que l'accompagnement serré des activités nuisibles aux intérêts nationaux. Il est devenu évident le besoin des moyens adéquats à l'acquisition et à la diffusion de données et d'informations destinées aux organes gouvernementaux responsables de mettre en oeuvre les actions qui transformeront en résultats pratiques les directives politiques concernant à l'Amazonie.

L'objectif du SIPAM est donc de créer un flux des connaissances, donnant lieu à une vision globale des problèmes, de façon à générer la synergie de l'action des institutions gouvernementales.

L'Amazonie a été partagée en trois régions opérationnelles, chacune ayant un centre régional de surveillance, lequel s'occupera de l'intégration et diffusion des données et informations ainsi que du soutien logistique de la structure technique du système. Le centre de coordination général, organe central du système, se situera à Brasilia.

Le Système de surveillance de l'Amazonie (SIVAM), l'instrument technique du SIPAM, disposera d'un ensemble de radars, de moyens de communication, de senseurs divers et de l'informatique. Son objectif est de relier le centre de coordination général et les trois centres régionaux aux unités de surveillance, responsables directes de l'acquisition des informations.

Le SIPAM/SIVAM a été conçu pour opérer six cellules opérationnelles:

- Surveillance aérienne et de surface.
- Contrôle du trafic aérien, selon les règles internationales.
- Surveillance environnementale.

- Communications, destinées à l'exploitation du spectre électromagnétique, à l'interception des signaux et à localisation et identification de transmissions clandestines.
- Météorologie.
- Planification et contrôle d'opérations, destinée à l'organisation et soutien des actions sur place de tous les organes y impliqués.

Le SIPAM/SIVAM constitue un système de gestion stratégique, capable de promouvoir les conditions essentielles à la concrétisation des buts politiques envers l'Amazonie. Il permettra que l'Amazonie, aujourd'hui en dehors de la portée des radars déjà installés sur le territoire national, soit surveillée par un réseau intégré de radars. En plus, il créera des capacités inédites de contrôle de l'environnement, en permettant la précise identification des aires soumises à l'exploitation prédatrice. Enfin, il contribuera effectivement à la sécurité des frontières, le contrôle et la lutte contre les actions clandestines, notamment le trafic de drogues.

#### 4.4. Projet amazonien

Fruit de la Politique nationale pour l'Amazonie, conçue au plus haut niveau de l'Etat, le Projet amazonien vise à la valorisation humaine et sociale de l'Amazonie, moyennant la croissance économique et l'intégration de la région au reste du pays.

La valorisation humaine et sociale signifie l'amélioration continue de la qualité de vie de la population, dans un cadre du développement soutenu, c'est à dire le développement avec la conservation du patrimoine naturel.

Pour cela, il faut l'adoption des tournures diversifiées de développement, compte tenu de la pluralité de l'ambiance, la valorisation de l'environnement, et l'élargissement de la base scientifique et technologique.

La portée stratégique du projet aborde trois domaines: la réorientation de la croissance économique, l'intégration interne et externe et la valorisation humaine elle-même.

##### 4.4.1. La réorientation de la croissance économique

Cette réorientation recherche un meilleur équilibre du partage dans l'espace des activités économiques et des bénéfices sociaux qui en découlent.

Elle suivra les directives suivantes:

- Le renouvellement technologique des activités économiques de grand impact environnemental, comme l'extraction minière, l'exploitation de bois et l'élevage.
- La modernisation des activités traditionnelles, comme la pêche, le ramassage de produits de la forêt, l'agriculture et la navigation fluviale.
- Le développement et l'implémentation des activités de grand potentiel économique et de soutenance de l'environnement, comme la bio-industrie et le tourisme.
- Le L'aménagement urbain, compte tenu du rôle intégrateur et irradiateur joué par les villes.

##### 4.4.2. L'intégration interne et externe

L'expérience séculaire d'occuper et de développer l'Amazonie, les grands étendus et la force de la nature apprennent que le développement ne peut s'exercer sur tout le territoire en même temps. Il faut qu'il soit graduel et diversifié.

Pour une efficace intégration de la région en respectant l'environnement, il faut absolument l'adoption d'un processus de gestion du territoire afin d'assurer l'exploitation soutenable des ressources naturelles et de l'espace géographique.

Le plus important processus de gestion du territoire est l'établissement des zones écologiques-économiques. Il s'agit d'un instrument de planification de l'usage économique du territoire. Les activités productives y seront implantées conforme aux spécificités de trois types de zones:

- Zones productives, où l'exploitation des ressources naturels peut garantir une meilleure qualité de vie à la population, au moyen d'une croissante incorporation du progrès technique.
- Zones critiques, lesquelles ont besoin des technologies adéquates pour leur utilisation, dû à la spécificité de leurs systèmes environnementaux.
- Zones spéciales, soumises à des législations spéciales, tels que les réserves indiennes et les parcs forestiers.

D'autres domaines sont de fondamentale importance pour l'intégration de la région, ceux du transport, de l'énergie et de la communication.

Le projet préconise la création d'un réseau intermodal de transport, qui privilégie la branche fluviale, vocation naturel de la région. En plus de rendre plus dense le réseau régional, il faudra aussi implanter des couloirs d'intégration nationaux et internationaux, de façon que la région soit à la fois rattacher solidement à la structure nationale et qu'elle profite de sa position géographique pour accéder au Caraïbes et au Pacifique.

Il est prévu que l'énergie soit fournie par des sources dites propres, tels que l'hydraulique et le gaz naturel, abondants dans la région.

Enfin, les conditions spécifiques de l'Amazonie, notamment les longues distances, demandent l'implantation d'un système performant de communications par satellite.

#### 4.4.3. Valorisation humaine

La valorisation humaine, principal objectif du Projet amazonien, vise à promouvoir la dignité des personnes et leurs accès à la pleine citoyenneté, ce qui implique en garantir la sécurité publique et la justice sociale. A long terme, la stratégie pour l'atteindre relève des mécanismes capables d'apporter la richesse et le développement scientifique-technologique vers l'intérieur de la région.

Cependant, cette valorisation n'exclut pas des actions spécifiques selon les priorités suivantes:

- La garantie des conditions de vie convenables au moyen de l'élimination des carences basiques dans les domaines de l'éducation, santé et transport, ainsi que l'accès à l'information.
- L'encouragement des activités qui contribuent pour l'augmentation de l'offre locale d'emploi.
- Promouvoir la régularisation foncière, afin de désamorcer les conflits pour la possession de la terre.
- Augmenter l'offre de crédits et de l'assistance technique aux paysans.
- Garantir aux indiens leur droit à la diversité culturelle, toutefois assurant leur insertion dans le contexte des valeurs fondamentales de la Nation.

4.4.4. Le Projet amazonien cherche à corriger les erreurs du passé, où l'exploitation économique des ressources de la région a été fait de façon désordonnée et prédatrice. Il correspond à une nouvelle forme de stimuler le développement, à travers des actions économiquement efficaces, mais qui soient à la fois socialement justes et qui respect l'environnement.

## 5. CONCLUSION

Toutes ces actions stratégiques, conçues au plus au niveau de l'Etat, en fonction de l'évaluation des menaces à la sécurité de l'Amazonie, constituent la base de la stratégie de sécurité envisagée par le Brésil.

Le pouvoir de cette stratégie repose sur la présence de l'Etat. Les maux qui affligent la région proviennent tous de l'absence du pouvoir publique. Il faut procurer à la région une ossature institutionnelle étatique. La mise en place des moyens militaires et de sécurité publique, intégrés et cordonnés au plus haut niveau vers des objectifs communs, c'est la seule

solution capable de dissuader une éventuelle intention agressive de n'importe quel acteur international, ainsi que l'action des groupes mafieux ou subversifs.

Cependant, le plus important pour la sécurité à long terme c'est le développement économique et social. Le principal gage pour la sécurité de l'Amazonie c'est sa population. Il faut absolument que l'Etat honore sa dette sociale envers la région. Cela c'est le seul moyen capable de nouer fermement la cohésion nationale, à travers le rétrécissement des liens entre cette partie de la population brésilienne, jusqu'à présent oubliée, et le reste de la Nation.

L'importance stratégique de l'Amazonie tend à s'accroître dans la mesure des inquiétudes mondiales envers l'équilibre environnemental et la lutte contre les drogues, du projet politique brésilien d'étendre l'intégration économique aux pays andins, et des intérêts économiques posés par l'exploitation de ses ressources.

L'action de l'Etat brésilien doit être à la hauteur de cette importance croissante. La condition future de la région, si promotrice de développement dans une ambiance de justice sociale, ou source de problèmes, dépend de l'efficacité des actions stratégiques actuelles et de leur gestion dans les années à venir.

Pour finir, il convient de rappeler ce qui a dit le chancelier Bismarck dans le dernier siècle: **'l'existence des grandes ressources dans les mains de qui ne peut pas ou ne veut pas les exploiter constituent plutôt une menace qu'un atout pour ceux qui les possèdent'**.